



COMMUNE DE
Vendenheim

**Gestion de la structure d'Accueil Collectif des Mineurs
de 3 à 11 ans de Vendenheim**

APPEL A CANDIDATURE

Date limite de réception des candidatures : mardi 03 juin 2025 à 10 h 00

Mairie de Vendenheim

12, rue Jean Holweg - 67550 VENDENHEIM

Tél : 03.88.69.40.20

www.vendenheim.fr – mairie@vendenheim.fr

SECTION I : AUTORITE CONCEDANTE ET ADRESSE

I.1) Nom et adresse :

COMMUNE DE VENDENHEIM - 12 rue Jean-Holweg – 67550 VENDENHEIM

Tél. : 03 88 69 40 20

Site internet : <https://vendenheim.fr/>

Représentée par le Maire en exercice Philippe PFRIMMER, dûment habilité en vertu d'une délibération en date du 25 mai 2020.

I.2) Nature de l'autorité délégante : Commune - Collectivité Territoriale

SECTION II : OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURE

II.1) Intitulé :

La commune de Vendenheim souhaite lancer une consultation pour la mise en place d'un CONTRAT DE CONCESSION PORTANT DELEGATION DE SERVICE PUBLIC, permettant le choix d'un concessionnaire qui aura en charge la gestion de l'Accueil Collectif des Mineurs de 3 à 11 ans de Vendenheim. Cet appel ouvert à candidature sera suivi d'une phase d'offre restreinte.

II.2) Texte en application duquel la convention est conclue :

Article L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT).

II.3) Objet de la concession de service public :

Gestion de l'Accueil Collectif des Mineurs de 3 à 11 ans de Vendenheim, ***La Buissonnière***.

II.4) Domaine de concession :

Accueil Enfance 3 - 11 ans

II.5) Durée de la concession de service public :

La durée de la convention est de 3 ans. Par reconduction expresse, le contrat pourra être renouvelée deux fois pour une durée d'un an (durée maximale : 5 ans).

Le contrat prendra effet le 1^{er} septembre 2026.

II.6) Lieu principal d'exécution de la concession :

20 rue Gounod, 67550 VENDENHEIM

II.7) Caractéristiques et informations sur la nature et l'objet de la convention.

Le concessionnaire retenu au terme de la consultation s'engage à assurer à ses risques et périls, l'exploitation, la continuité et le bon fonctionnement de la structure d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (périscolaire et extrascolaire) des enfants de 3 à 11 ans.

Le concessionnaire proposera la fourniture et le service de repas aux enfants durant la pause méridienne.

Les principaux objectifs assignés au concessionnaire seront les suivants :

- la gestion du personnel dans son ensemble (congés, formations...),
- la rémunération du personnel,
- l'accueil des enfants de façon régulière et/ou occasionnelle,
- le respect de la réglementation en vigueur,
- le conventionnement avec les prestataires financiers (CAF, autres...)
- l'élaboration et le suivi des projets éducatif et pédagogique,
- l'élaboration et l'application d'un règlement de fonctionnement,
- la gestion des inscriptions,
- la facturation et l'encaissement des participations familiales,
- la fourniture de repas adaptés aux enfants,
- le contrôle diététique des repas et la réalisation à ses frais des contrôles microbiologiques prévus par la réglementation,
- le contrôle de l'hygiène,
- le nettoyage des locaux respectant l'hygiène nécessaire à l'accueil des enfants,
- la mise en place d'outils de communication,
- l'acquisition et l'entretien du petit matériel nécessaire à l'exploitation,
- la maintenance des appareils

L'ensemble des caractéristiques de la convention est contenu dans le cahier des charges qui sera transmis aux candidats admis à présenter une offre.

II.8) Données du service

Budget annuel estimatif : 1.100.000 €

Ressources humaines estimatives affectées au service : 35 agents, 20 ETP

Capacités d'accueil actuelles :

Période	3-5 ans	6-11 ans
Matin	30	42
Midi	105	182
dont :		
- Buissonnière	65	84
- Esp. Culturel	20	42
- Collège	/	56
- Maison de l'Enfant	20	/
Soir	65	105

Organisation de la structure :

La structure d'accueil collectif de mineurs (ACM) la Buissonnière est une structure d'accueil périscolaire et extrascolaire dont l'évolution accompagne la hausse progressive de la population à Vendenheim.

La structure fonctionne avec une habilitation d'ACM unique pour les enfants de 3 à 11 ans.

Au regard de la fréquentation, des seuils réglementaires pour l'accueil de mineurs et dans un souci de qualité d'accueil, il est prévu de scinder la structure en deux entités avec la mise à disposition d'un nouveau lieu d'accueil.

Ainsi pour la rentrée 2026/27 ou 2027/28, la structure devra s'organiser autour de deux accueils distincts, l'un concernant les enfants de 3 à 5 ans et l'autre concernant les enfants de 6 à 11 ans, qui feront l'objet de demandes d'habilitation dédiées.

Organisé dès lors autour de deux bâtiments principaux, l'accueil pourra néanmoins être réalisé sur plusieurs sites dans la commune (écoles, restauration au collège, Espace Culturel Le Diapason...), notamment durant la pause méridienne.

Capacités d'accueil ciblées :

Période	3-5 ans	6-11 ans
Matin	30	42
Midi	120	205
dont :		
- <i>Buissonnière</i>	100	
- <i>Maison de l'Enfant</i>	20	
- <i>Nouveau bâtiment</i>		50 ou 90
- <i>Esp. Culturel</i>		100 ou 60
- <i>Collège</i>		55
Soir	85	105

NB : Les nouvelles répartitions devront être affinées selon les demandes réglementaires de la SDJES, les besoins de la commune et le projet global du prestataire retenu.

II.11) Type de service : classification CPV 92331210 – Services d'animation pour enfants

SECTION III : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, les candidats devront remettre à la Commune de Vendenheim un dossier permettant d'apprécier leurs garanties professionnelles et financières et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

III. 1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

- Lettre de candidature (DC1, DC2),
- Une note de motivation,
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Une copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière fiscale et sociale attestant que le candidat s'est acquitté des impôts et cotisations exigibles au 31 décembre 2020 ou obligations équivalentes régies par un droit étranger.
- Attestation sur l'honneur dûment datée et signée, certifiant du respect de l'obligation des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1, 313-2, 313-3, 314-1, 314-2, 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 421-5, 433-1, 434-9, 435-2, 441-1 à 441-7, 441-8, 441-9 et 450-1 du code pénal ainsi que l'article 1741 du code général des impôts ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne.
- Déclaration sur l'honneur prévue par l'article 9 du décret n°97-638 du 31 mai 1997 indiquant que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin no 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1 à L.8221-6, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- les pouvoirs des personnes habilitées à représenter le candidat.

III. 2) Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet de la concession, réalisés au cours des cinq derniers exercices disponibles (sauf pour les sociétés ayant moins de 5 ans d'existence).
- Une notice prévisionnelle présentant les objectifs de gestion financière et de gestion des ressources humaines du candidat.
- Tout élément de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financière du candidat.
- Les attestations d'assurance civile et professionnelle en cours de validité.

III. 3) Capacité technique et professionnelle :

- Présentation d'une liste des principales références de gestion de structures d'Accueil Collectifs de Mineurs au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public et privé (en l'absence de références professionnelles, tout autre élément propre à justifier de la capacité professionnelle de l'entreprise) ;
- Mémoire sur l'expérience acquise par le candidat pour la gestion d'un service équivalent, notamment concernant les structures d'une capacité supérieure à 250 enfants.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature : production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.
- Présentation des moyens techniques et humains dont dispose l'entreprise en rapport avec l'objet de la concession affectés au présent projet.

SECTION IV : PROCEDURE

IV.1) Modalités de présentation des candidatures :

Transmission électronique uniquement

Les candidats doivent transmettre leur offre par voie électronique au profil acheteur de la Commune de Vendenheim à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>

Les offres sous format papier envoyées par voie postale ou déposées physiquement ne seront ni ouvertes ni analysées.

Les candidats devront appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

IV.2) Condition de délai :

Date limite de réception des candidatures : **mardi 03 juin 2025** à 10 h 00.

IV.3) Langue(s) pouvant être utilisée(s) pour les candidatures : Français

IV.4) Critères de sélections des candidats.

Les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur capacité technique, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L.5212-4 et

suivants et, L. 5212-9 ou L. 5212-5, du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Tout dossier incomplet sera rejeté. Toutefois les candidats seront invités, le cas échéant, à compléter leur dossier sous quarante-huit heures en transmettant exclusivement les certificats et attestations relatifs à leurs obligations fiscales et sociales, par tout moyen permettant de donner date certaine à leur arrivée. Les autres documents ne pourront faire l'objet d'une régularisation.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidatures seront jugées en fonction des critères suivant :

- Lettre de candidature et lettre de motivation (25%)
- Capacité technique et professionnelle (45%)
- Capacité économique et financière (30%)

**Seuls les 4 premiers candidats, selon le classement établi,
seront amenés à présenter une offre.**

**Les candidats retenus recevront par la suite un dossier de consultation
leur permettant de présenter leur offre.**

**Les critères de jugement des offres des candidats
seront définis dans le dossier de consultation.**

IV.5) Procédures de recours :

IV.5.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31, avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex
Téléphone : 03 88 21 23 23 Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

IV.5.2) Introduction des recours

- Référé précontractuel (articles L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative): jusqu'à la signature du contrat
- Référé contractuel (article R. 1411-2-1 du CGCT et articles L. 551-13 et suivants du CJA) : un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution
- Recours contre une décision dans un délai de deux mois à compter de la publicité donnée à la décision : soit par recours gracieux auprès de Madame la Présidente, soit par demande auprès du préfet, soit par recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

- L'exercice d'un recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux. Le délai de recours est porté à trois mois lorsque le requérant demeure dans un département ou une collectivité d'outre-mer, et à quatre mois s'il demeure à l'étranger
- Recours en référé suspension ou en excès de pouvoir contre le contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

IV.5.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

Tribunal Administratif de Strasbourg
31, avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex
Téléphone : 03 88 21 23 23 Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

IV.6) Date d'envoi du présent avis : 05 mai 2025

Profil acheteur : www.alsacemarchespublics.eu

Contacts : Mairie de Vendenheim 03.88.69.40.20

M. Vincent GREINER, Pôle Services à la Population
vincent.greiner@vendenheim.fr

Mme Valérie MUSSO, Adjointe au Maire
valerie.musso@vendenheim.fr